

Entretien avec Christian Laval: Les métamorphoses du néolibéralisme Retour sur une recherche

Questions et propos recueillis par Nathanaël Colin-Jaeger et
Carolina Verlengia

Nathanaël Colin-Jaeger et Carolina Verlengia: *La définition du néolibéralisme est toujours contestée, mais plusieurs travaux récents dans le champ de la théorie politique et de l'histoire des idées, à la suite de votre travail (par exemple *The Political Theory of Neoliberalism* (2019) de Thomas Biebricher, *The Great Persuasion* (2012) de Angus Burgin, *Reinventing Liberalism* (2020) de Ola Innset, ou encore *Globalists* (2018) de Quinn Slobodian) font émerger un consensus sur le fait que le néolibéralisme constitue une théorie du rôle de l'Etat s'opposant à la fois au laissez-faire et à la planification. De ce fait, les néolibéraux bien loin d'avoir abandonné le rôle de l'Etat aurait en réalité défendu une théorie de la souveraineté. Quelle théorie de la souveraineté peut-on selon vous reconstituer chez les théoriciens néolibéraux? Sur ce point comment votre dernier ouvrage *Dominer: Enquête sur la souveraineté de l'État en Occident* s'articule-t-il avec votre analyse du néolibéralisme?*

Christian Laval: Vous avez raison de souligner qu'il y a eu des résultats très impressionnants en matière de connaissance du néolibéralisme au niveau international et que sa dimension proprement politique est enfin plus largement reconnue. C'est même plus précisément encore la fonction qui est attribuée à l'État qui a été bien mieux repérée qu'elle ne l'était avant. Il faut rappeler, pour mesurer les écarts entre cette situation de la connaissance et l'ignorance d'autrefois, que le "néolibéralisme" dans les mouvements sociaux, dans des partis radicaux et chez de nombreux observateurs ou polémistes, étaient considérés il y a encore une vingtaine d'années comme un "retour d'Adam Smith", comme la jungle sans foi ni loi du marché laissé à lui-même – en un mot, comme un "ultralibéralisme". Les économistes en général n'ont pas beaucoup aidé à sa connaissance. Bourdieu par contre avait mieux repéré ce qu'il appelait un "étatisme", en s'appuyant sur la conversion de la haute fonction publique française aux dogmes du libre marché, mais il s'est quelque peu trompé de corpus

doctrinal en identifiant le néolibéralisme à l'enseignement de l'économie néo-classique marginaliste dans les départements de science économique en France. Certes le discours politique radical n'est pas encore toujours parvenu à se défaire de cette méconnaissance, et la social-démocratie elle-même, ou le "progressisme de gauche", a toujours le souci d'agiter comme repoussoir cet ultralibéralisme pour légitimer sa propre conversion à un interventionnisme qui n'est pas en lui-même étranger au néolibéralisme.

Notre dernier livre *Dominer* ne prend pas directement pour objet le néolibéralisme et ses caractéristiques, mais il y touche à plusieurs égards. Il participe d'un autre projet, qui est de réfléchir à ce que pourrait être dans les conditions actuelles une stratégie de sortie du capitalisme mais aussi de dépassement de l'organisation étatique des sociétés, et ceci à la lumière des enjeux du XXI^e siècle, notamment la catastrophe climatique et la survie de l'humanité. Il nous a semblé indispensable d'aller voir de plus près comment s'était constituée historiquement cette organisation politique des sociétés qui a eu pour fiction centrale la souveraineté de l'État. C'est dans ce cadre qu'il est important de comprendre la relation néolibérale à l'État, car l'erreur couramment faite consiste à dire qu'avec le néolibéralisme, la souveraineté de l'État est niée, qu'elle est en voie de disparition, qu'elle est submergée par des marchés mondiaux tout puissants. La conclusion qu'on en tire va alors de soi: il faut défendre l'État nation, limiter la circulation des biens et des personnes, et pas seulement des capitaux, rétablir "la verticalité" et l'autorité de l'État. Et l'on sait que ce souverainisme a sa version de gauche et sa version de droite.

Pour en venir à votre question sur la souveraineté dans le néolibéralisme, je dirai tout d'abord que nous l'avons réexaminée complètement et de très près dans un livre collectif (à quatre auteurs) que nous terminons ces jours-ci et qui paraîtra en mars ou avril 2021. Il s'intitule *Le choix de la guerre civile, Une autre histoire du néolibéralisme*. Je ne peux donc pas ici aller au-delà de quelques généralités. D'abord, il faudrait distinguer le néolibéralisme de doctrine et le néolibéralisme de gouvernement. Sur le terrain théorique qui est celui de votre question, les grands auteurs néolibéraux ont une sorte de méfiance instinctive pour la référence à la souveraineté, Hayek notamment, qui en fait une critique explicite dans *Droit, Législation et Liberté*. Elle leur rappelle d'abord le risque de fragmentation de l'ordre économique mondial, avec la montée du nationalisme économique, notamment avec la multiplication des États nations après les deux guerres mondiales. Il suffit de voir les craintes manifestées par Mises ou

Röpke devant le mouvement de décolonisation dans les années 1940 et 1950. Mais s'en tenir là est très insuffisant, on risque de ne voir que la face "globaliste" des néolibéraux. Il y a une autre face tournée vers l'intérieur, qui est celle, d'inspiration beaucoup plus "schmittienne" – bien qu'avec des différences avec le Schmitt nazi –, de la théorie de l'État fort, blindé par des règles, des institutions, une constitution qui le mettent à l'abri des demandes sociales et perturbatrices de l'ordre de marché. Je crois que pour les auteurs néolibéraux, la théorie de la souveraineté de l'État présente le risque d'être confondue avec la conception de la souveraineté populaire dans les régimes démocratiques, qui pour eux signifie la soumission de l'État aux aspirations de justice sociale et d'égalité. Cette soumission, on sait qu'elle mène pour eux à l'État faible. L'État faible, c'est l'État total, c'est l'État social en termes plus actuels. Alors en ce sens, on peut dire que les grands auteurs néolibéraux, même s'ils n'aiment pas le mot, sont des hyper-souverainistes quand ils font de l'État le garant suprême de l'ordre du marché, ce dernier n'étant possible que s'il est en quelque sorte couvert par un pouvoir qui est "au-dessus" de tous les autres. Mais on voit ici que cette souveraineté est à la fois pleine en son domaine et délimitée par l'existence d'un ordre qui doit échapper à ses interventions abusives pour être efficace. Le double principe de l'État fort est donc la *plenitudo potestatis* dans le domaine proprement étatique et la liberté dans les affaires économiques. Sauf que ces dernières ne peuvent prospérer que si le principe de l'État fort est mis en œuvre. Mais on devrait aller plus loin, et c'est ce que nous faisons dans notre nouveau livre: cet État fort est bel et bien un État de guerre civile et pensé comme tel depuis le début. Il ne suffit pas pour les néolibéraux d'affirmer que leur État idéal est "fort", il leur faut énoncer, et ils ne s'en privent pas, contre *qui* cette force doit s'exercer, quels sont les ennemis de l'État et du marché qu'il faut combattre et neutraliser par la force. Pour le dire autrement, le néolibéralisme est une *rationalité stratégique*, et pas seulement une utopie ou un mode de gouvernement des individus par le marché. L'exultation de tous les courants composant la Société du Mont-Pèlerin à l'annonce du coup d'État de Pinochet en 1973 est l'un des signes les plus éloquents de cette dimension de guerre civile.

NCJ et CV: *Pouvez-vous revenir sur l'évolution de votre compréhension du néolibéralisme, depuis la parution de La Nouvelle raison du monde en 2009, qui a constitué un moment important pour l'étude du néolibéralisme en France. Dans ce texte vous étudiez, avec votre coauteur Pierre Dardot, comment la rationalité néolibérale, comprise à la fois comme une rationalité gouvernementale mais aussi sociale et individuelle, s'est développée historiquement,*

en contrepoint du libéralisme classique de Smith, pour devenir hégémonique, à la fois du point de vue institutionnel, avec l'émergence de la gouvernance, mais aussi du point de vue individuel en faisant émerger des formes de subjectivations. Comment votre position a-t-elle évolué depuis plus de 10 ans, quelles sont les raisons de la persistance de cette thématique dans votre recherche?

CL: Je m'aperçois que j'ai anticipé un peu votre deuxième question. Je veux préciser maintenant cette évolution sur laquelle vous m'interrogez. Il me paraît très important de toujours situer le travail théorique qu'on a fait ou qu'on peut faire dans les circonstances où il a lieu. *La Nouvelle raison du monde* venait à un moment très particulier. J'étais au début des années 2000 assez investi dans l'altermondialisme d'ATTAC et dans le syndicalisme enseignant, et très insatisfait des analyses superficielles qui étaient faites du néolibéralisme, vu comme une politique économique monétariste et austéritaire pour les keynésiens ou comme la superstructure idéologique du "capitalisme financier", voire comme une revanche de la classe capitaliste pour les marxistes. Par mes travaux sur l'utilitarisme du XVIII^e siècle j'avais appris à me méfier des lectures simplistes du "spontanéisme libéral". D'un autre côté, mes travaux plus proprement sociologiques sur l'éducation m'avaient montré que le néolibéralisme "débordait" du champ strictement économique et affectait des institutions beaucoup plus profondément qu'une simple "politique économique d'austérité" ne pouvait le faire. Avec Pierre Dardot nous avons créé en 2004 un cercle d'études intitulé "Question Marx", qui entendait renouveler la pensée critique qui nous paraissait assez routinière, enfermée dans des vieux schémas, mal ajustée aux nouvelles conditions historiques. Nous nous intéressions alors beaucoup aux divers courants marxistes, les plus novateurs, et surtout à Negri qui participait de temps en temps à nos réunions et sur les thèses duquel nous avons beaucoup travaillé. Est alors survenue pour nous une vraie découverte intellectuelle, comme il en arrive de temps en temps, qui a été la lecture très originale du néolibéralisme qu'avait faite 25 ans plus tôt Foucault dans *Naissance de la biopolitique*. Je passe sur le retard très dommageable de cette publication et donc de l'effet de cette lecture en France, et je laisse de côté aussi le retard plus général pris dans la connaissance des problématiques de gouvernementalité, beaucoup plus avancées dans le monde anglo-saxon ou en Italie. Notre travail avec Pierre Dardot, commencé en 2005, avait une triple intention: mettre en circulation la lecture de Foucault, la mettre à l'épreuve en la confrontant aux trois décennies d'expansion pratique du néolibéralisme dans le monde, l'approfondir dans sa partie généalogique et la prolonger dans l'examen de notre

actualité. Encore une fois, le but était la révision de la compréhension du néolibéralisme qu’avaient alors la gauche critique et les intellectuels qui l’accompagnaient. En même temps, il n’était pas difficile de constater que si Foucault avait eu des intuitions fulgurantes, c’était à partir d’un corpus réduit et en s’appuyant sur des textes de seconde main, notamment sur l’ordolibéralisme allemand. Mais surtout en 1979, il ne pouvait avoir été très loin dans l’examen des relations entre les doctrines et les modes effectifs de pouvoir, aussi bien à une large échelle (par ex. La construction européenne) qu’au niveau des pratiques de pouvoir dans les entreprises privées et les administrations publiques.

Après la *Nouvelle raison du monde*, nous avons travaillé sur bien d’autres sujets, sur la pensée de Marx, sur la “révolution du commun”, sur l’école et l’université, et bien d’autres sujets. Ni Pierre Dardot ni moi-même ne sommes “monothématiques” dans notre travail. Nous avons repris la question du néolibéralisme vers 2014-2015, au moment de la “crise de l’Union européenne”, c’est-à-dire au moment de l’étouffement de la Grèce par ses créanciers. Et ce qui nous intéressait alors c’était deux choses que nous avons liées ensemble: la dimension “systémique” du néolibéralisme, devenu un corset de fer pour les sociétés et les gouvernants; la crise profonde de la démocratie dite libérale, et plus précisément la crise de la représentation politique. Nature systémique du néolibéralisme et crise de la représentation sont les deux faces d’un même processus de “dé-démocratisation”, formule que nous reprenions alors à Wendy Brown. Et ce que nous avons essayé de penser dans *Le cauchemar qui n’en finit pas* paru en 2016, c’est un mode spécifique de gouvernement qu’on a vu fonctionner après la crise financière de 2008, que nous avons appelé le “gouvernement par la crise”, c’est-à-dire l’art politique avec lequel les gouvernants s’appuient sur telle ou telle crise spécifique pour renforcer le corset néolibéral. C’est sans doute ce qui nous pend au nez avec la nouvelle “crise de la dette” à l’issue de la pandémie. L’élection de Trump, de Bolsonaro, la poussée un peu partout des formes les plus brutales du néolibéralisme, nous ont conduits à créer en 2018 un groupe d’études sur le néolibéralisme et les alternatives (le GENA) qui prend la question du néolibéralisme non pas seulement sous l’angle de son rapport historique avec la démocratie, mais sous celui de la violence et de la guerre. Pour nous maintenant, l’important à comprendre, c’est la *rationalité stratégique* du néolibéralisme.

NCJ et CV: *Vous mentionnez l’importance de Foucault pour expliquer votre intérêt pour le néolibéralisme, mais aussi le renouveau que cette référence a pu occasionner dans la pensée critique. Aujourd’hui certaines voix font*

entendre que l'analyse foucauldienne aurait rencontré ses limites. Pensez-vous que les concepts foucauldien peuvent encore nous en apprendre sur le néolibéralisme?

CL: Les analyses de Foucault sont essentielles dans l'étude du néolibéralisme même si elles sont incomplètes. Dire cela ne plaît pas à ceux qui s'en tiennent à une histoire érudite des idées, typique d'une tradition française très datée, ce à quoi voulait échapper Foucault justement. Il suffit de lire *la Naissance de la biopolitique* sans préjugés anti-foucauldien pour en percevoir la fécondité. Cet apport foucauldien ne vient pas de nulle part. Il tient à une grille d'interprétation en termes de normes et de milieux qu'il a héritée de Canguilhem et qui lui a fait comprendre, notamment, l'originalité historique de Bentham, à savoir "le pouvoir à distance", cette sorte de newtonianisme politique qu'on méconnaît beaucoup en France et qui a consisté à penser l'action que les gouvernants pouvaient exercer par des médiations comme la langue, le regard, les sons, les architectures, enfin tous les éléments et toutes les dimensions des milieux dans lesquels vivent et agissent les individus. C'est fort de cet acquis que Foucault aborde la spécificité du néolibéralisme comme mode de pouvoir par le milieu. Ce qu'il met au jour, c'est l'action gouvernementale sur le milieu afin de le transformer en une situation de marché concurrentiel. C'est comme cela qu'il lit l'interventionnisme ordolibéral. Mais alors que vient faire le néolibéralisme austro-américain ? Que vient faire l'école de Chicago et la théorie du "capital humain" à laquelle il accorde une grande importance? Même si ce n'est pas explicite, je crois que si Foucault ne cherche pas obsessionnellement les différences entre courants néolibéraux (ce qu'il aurait été parfaitement capable de faire par lui-même s'il avait cela en tête), c'est parce que pour lui l'important c'est justement de dégager une rationalité politique originale qui associe fonctionnellement la construction d'un milieu concurrentiel et un mode de subjectivation entrepreneuriale ajustée à la concurrence: pour le dire rapidement, si la gouvernementalité néolibérale consiste bien à construire et à entretenir des situations de marché concurrentiel, du côté subjectif, il faut bien que les sujets se conduisent alors comme des "entrepreneurs de soi". C'est un point de départ incontournable pour qui prend au sérieux, et de façon non scolastique, le néolibéralisme. Cela n'a rien à voir avec l'accumulation de lectures dont le principe est de relever toutes les différences entre des auteurs pour montrer à la fin soit que le néolibéralisme n'existe pas, soit qu'il est pluriel.

Il y a ici un point sensible qui fait le partage entre les auteurs qui s'intéressent au néolibéralisme, et que l'on confond trop. Font-ils l'histoire des idées politiques, des théories économiques, des doctrines philosophiques? Ou bien font-ils l'histoire au présent des formes de pouvoir qui s'imposent aux sociétés? Ils ne font pas tous la même chose, et ne parlent pas de la même chose, quand bien même ils citeraient les mêmes auteurs, se référerait aux mêmes courants de pensée. Dans le second cas, et c'était évidemment celui de Foucault, le recours aux théories et aux auteurs intervient explicitement pour éclairer le présent à partir du passé selon une démarche généalogique. C'est cette leçon de Foucault qui reste précieuse pour nous. A part cela, il nous apprend aussi à être libres vis-à-vis des auteurs dits canoniques. Il nous déprend à l'avance de toute orthodoxie, et le "foucauldisme" lui aurait fait horreur. Mais sa lecture nous est souvent une source d'inspiration, cela dépend des sujets bien sûr. Aujourd'hui, ce n'est plus tant le Foucault de *Naissance de la biopolitique* qui nous intéresse, que celui de la *Société punitive*, à l'époque où il analysait le pouvoir sous l'angle de la guerre civile. Nous y trouvons des clés de lecture très fécondes du néolibéralisme d'aujourd'hui.

Cependant, nous en sommes venus à penser que la plus grande limite de Foucault et de nos propres travaux – et c'est ce qui a retardé notre compréhension du caractère intrinsèquement violent du néolibéralisme –, tient à un corpus doctrinal essentiellement européen et nord-américain. Trop de travaux se sont presque exclusivement intéressés aux pays capitalistes développés. C'est pourquoi nous avons donné à notre nouvelle investigation une dimension internationale beaucoup plus large, notamment en intégrant les travaux de nos collègues latino-américains à nos réflexions collectives.

NCJ et CV: *Vous mentionnez le fait que vous avez sous-estimé la dimension intrinsèquement violente du néolibéralisme. Plusieurs textes sont récemment parus sur la dimension autoritaire du néolibéralisme, qu'il s'agisse de La société ingouvernable de Grégoire Chamayou ou de Jean Solchany sur Wilhelm Röpke en français, ou encore de Undoing the Demos et In the Ruins of Neoliberalism de Wendy Brown aux Etats-Unis. De même récemment le livre de Melinda Cooper, Family Values, souligne les liens entre les positions historiques des néolibéraux et les milieux conservateurs. Pensez-vous ces liens entre libéralisme et autoritarisme sont réellement intrinsèques ou alors peuvent relever d'une contingence historique? Nous pensons ici notamment à l'article récent de Thomas Biebricher "Neoliberalism and Authoritarianism", paru*

dans Global Perspectives, qui défend que le rapprochement entre les néolibéraux (principalement Hayek) et l'autoritarisme sont le résultat du fait de leur incapacité de penser les conditions des réformes néolibérales à partir des processus démocratiques en place dans les démocraties occidentales contemporaines.

CL: C'est toujours un peu le problème quand on parle de néolibéralisme. On n'est jamais très sûr de parler de la même chose. Et si l'on ajoute à la réflexion des catégories de la science politique comme celles de conservatisme ou d'autoritarisme, on complique encore la chose. Si l'on s'intéresse aux doctrines néolibérales on ne peut qu'être frappés par leur relation étroite avec les traditions conservatrices européennes. Encore qu'il convient d'observer que les doctrines en question (c'est évident chez Hayek) cherchent à articuler la défense des valeurs de la civilisation occidentale, dont la liberté économique, la famille, la morale, voire la religion, avec un évolutionnisme qui justifie les changements, mais des changements contrôlés, qui doivent toujours être compatibles avec l'ordre de marché, la concurrence, la liberté des prix, etc. Il faudrait donc pour désigner cette philosophie utiliser un oxymore du type "évolutionnisme conservateur", ou "conservatisme du changement". Je ne crois donc pas du tout que les doctrines néolibérales sont extérieures au grand courant conservateur européen. Autre chose est le néolibéralisme en pratique, le néolibéralisme gouvernemental, qui s'est scindé en deux branches ou en deux versions stratégiques possibles, ce que Nancy Fraser a bien vu: une stratégie "réactionnaire", à relents racistes, nationalistes, liberticides, et une stratégie "progressiste", adoptée par les nouveaux démocrates de Clinton, la troisième voie de Blair, le "progressisme" social-démocrate des années 2010, etc., qui entend satisfaire les aspirations "sociétales" des jeunes urbains diplômés et favoriser l'inclusion des minorités tout en persévérant dans les politiques "probusiness". Le vrai triomphe du néolibéralisme gouvernemental réside dans sa capacité à structurer et à saturer l'espace politique par le jeu de cette opposition. La dernière campagne électorale aux Etats-Unis en a offert une version simplifiée et caricaturale, du moins une fois l'outsider Sanders écarté.

Quant à "l'autoritarisme", on doit se demander si l'on se réfère à une dimension intrinsèque de toutes les formes de néolibéralisme, et si oui, comment elles se manifestent. Il y a bien sûr toutes les pratiques les plus visibles d'un néolibéralisme brutal devant les contestations et les critiques. Mais il y a aussi les formes les moins ouvertes qui tiennent par exemple à la constitutionnalisation des règles de l'économie et des relations sociales

dans le champ de la production. Contrairement à Thomas Biebricher, je pense que si l'on comprend qu'avec le néolibéralisme on a affaire à des stratégies d'imposition dans toute la société de situations et de règles de marché, on peut dire que le néolibéralisme est intrinsèquement autoritaire. Reste la question de savoir si par "autoritarisme" cet auteur entend un type de régime particulier ou bien seulement une dimension possible des gouvernements néolibéraux. Ce n'est évidemment pas la même chose de parler d'"autoritarisme" pour désigner des régimes comme ceux de Franco de Salazar ou aujourd'hui d'Orban, et de parler d'"éléments autoritaires" comme le font des auteurs comme Röpke ou Hayek.

NCJ et CV: Pour continuer sur cette question et interroger plus précisément le rapport du néolibéralisme à la démocratie, plusieurs théoriciens néolibéraux, qu'il s'agisse de Hayek, Lippmann, Buchanan ou même Friedman, persistent à se revendiquer comme des démocrates, quitte à produire un autre modèle de la démocratie, ou à faire jouer une certaine conception de la démocratie, généralement constitutionnelle, contre une autre, par exemple représentative au vote majoritaire, ou délibérative. Pensez-vous que ces reconceptualisations de la démocratie par les néolibéraux sont viables? Peut-on considérer une conception de la démocratie qui serait en un sens autoritaire?

CL: Évidemment cela dépend de ce qu'on entend par "démocratie". Là encore, on retombe sur la même difficulté. "Néolibéralisme" et "démocratie" demanderaient à chaque fois d'être définis et contextualisés. Si l'on s'en tient aux auteurs que vous citez, j'ai envie de demander: que veut encore dire, sous leurs plumes, le terme de "démocratie" quand ils récusent d'avance la souveraineté populaire (du moins si elle veut se mêler des affaires économiques), quand ils dénoncent la Révolution française comme date de naissance d'une "démocratie totalitaire", ou quand ils justifient les coups d'État qui rétablissent la liberté du marché? En réalité, cette prétention au titre de "démocrate" ne veut pas dire grand-chose en soi. Pour répondre à votre question il faudrait poser une définition normative de la démocratie et tester l'attitude des néolibéraux doctrinaires et des néolibéraux gouvernementaux par rapport à elle. Et évidemment je laisse de côté la définition la plus complète et la plus radicale de la démocratie que je défendrai politiquement à titre personnel, qui est l'autogouvernement territorial et productif, dans la tradition du socialisme associationniste, conseiliste et autogestionnaire. Si j'écarte même les définitions républicaines, anciennes ou modernes, de la démocratie et que je m'en tiens ne serait-ce qu'à la définition "libérale" de mes chers utilitaristes, et

notamment de Jeremy Bentham, lequel considérait que la démocratie c'est le contrôle le plus étroit des "ruling few" par les "subject many", dont le suffrage universel le plus transparent est l'une des modalités pratiques, je dois dire qu'avec des néolibéraux comme Hayek on est aux antipodes de cette conception de la "démocratie de contrôle" de type panoptique. Et pour des raisons historiques éminemment traçables. Le néolibéralisme n'est pas seulement, comme on l'a dit parfois, une réaction au laissez-fairisme, il est aussi une réaction au réformisme social qui dès le milieu du XIX^e siècle trouve en Grande-Bretagne, mais aussi aux États-Unis, ses appuis dans l'utilitarisme social ou socialisant – évidemment pas dans celui de Spencer et du "darwinisme social". Un Mises, un Rougier ou un Röpke ont bien compris ce que cet utilitarisme avait de dangereux à partir du moment où il donnait comme objectif aux États le "plus grand bonheur du plus grand nombre". D'où cette réflexion poussée très loin par Hayek sur les mesures défensives à prendre contre les aspirations populaires à l'égalité et à la justice sociale.

Le néolibéralisme ne doit pas être confondu avec un régime politique spécifique. Ce qui le caractérise, c'est sa dimension stratégique qui lui permet de s'adapter à des régimes variés. Cette rationalité articule de façon située l'objectif général: une économie et une société de marché; les moyens adaptés au contexte: le droit, l'État, le management, la propagande et la force si nécessaire; le ciblage des ennemis à combattre: collectivistes, socialistes, gauchistes, etc. C'est seulement à partir des formes historiquement situées de cette guerre civile qu'on peut réfléchir aux types de relation, à divers moments et dans des contextes différents, du "néolibéralisme" et de la "démocratie". Mais ce qui est important aujourd'hui, me semble-t-il, c'est de voir ce que le néolibéralisme devenu systémique fait à la démocratie libérale, même la plus minimaliste, celle qui se résume à la sanction électorale, et d'observer comment il la dévitalise, la décompose de l'intérieur, la détourne et l'instrumentalise, au point d'aboutir à une formidable crise de confiance des électeurs et à l'apparition des formes les plus démagogiques, transgressives et brutales de pouvoir. On ne manque pas d'exemples aujourd'hui de ces désactivations du plus élémentaire libéralisme politique, notamment en France.

NCJ et CV: Outre l'aspect plus théorique et conceptuel sur lequel portent nos questions précédentes, pensez-vous qu'il y a un effort pour essayer, au-delà de la dénonciation des effets négatifs des transformations suscitées par le néolibéralisme, de concevoir face à cette "nouvelle raison du monde" des outils

théoriques efficaces pour la contrer ou encore, pour aider à la construction d'une réalité alternative? En 2007 vous affirmiez, lors d'un entretien, qu' "il faut de nouvelles armes théoriques pour lutter contre le poids des évidences et la force des pouvoirs qui les incarnent. Le paradoxe de la situation tient à ce que les analyses qui ont profondément renouvelé l'approche du phénomène néolibéral ont été, pour partie, produites il y a maintenant plus d'une trentaine d'années, par Michel Foucault, sans que les mouvements sociaux et les intellectuels qui leur sont liés n'en aient encore tiré les enseignements"¹. La situation aujourd'hui, plus de dix ans après ce constat, est-elle la même?

CL: Comme je l'ai dit plus haut, la connaissance a progressé. Et c'est même particulièrement réconfortant de voir que la recherche a eu des effets théoriques et politiques, certes peut-être pas avec l'ampleur qu'on voudrait, mais il faut savoir attendre. C'était notre but, et il est assez largement atteint. Je ne prendrai qu'un seul exemple. Il nous semblait à l'époque de la *Nouvelle raison du monde* très important de reprendre l'histoire de la construction européenne sous l'angle de ses fondations ordolibérales, ce qui, il y a une dizaine d'années, était soit inconnu soit oublié. Maintenant les choses sont à peu près sues, ce qui est un pas de géant en matière politique. Les socialistes français ne peuvent plus aussi naïvement qu'avant se féliciter de leur participation depuis cinq ou six décennies à la création d'un grand marché bâti sur le dogme de la concurrence libre et non faussée.

Du côté de la pensée alternative, là aussi les choses ont avancé, en relation avec les mouvements sociaux et les expérimentations de modèles alternatifs de production et de vie. A la concurrence généralisée ont répondu des pratiques de coopération, à l'extension de la logique propriétaire ont répondu des normes pratiques de gratuité, de réciprocité, de participation démocratique, enfin tout ce que nous avons désigné du terme générique de "communs". Cette dynamique alternative est à la fois balbutiante et proliférante, désespérante de lenteur et enthousiasmante par ses effets de capillarité. Ce qui a beaucoup changé, c'est le surgissement de la question écologique, qui s'entrelace avec la question sociale et la question politique. Questions que le modèle néolibéral ne peut pas complètement prendre en compte, pour lesquelles il n'a pas de réponse claire et par lesquelles son imaginaire est totalement dépassé. Certes des hybridations sont toujours possibles, et la question climatique, je n'en doute pas, sera intégrée à une nouvelle forme de "gouvernement par la crise", sous la forme d'une écolo-

¹ C. Laval, *Penser le néolibéralisme*, "La Revue Internationale des Livres et des Idées", <http://www.revuedeslivres.onoma6.com/articles.php?idArt=63>, 22 novembre 2007.

gie technologique et individualiste – c'est déjà en train de se faire –, mais il y a des chances que l'urgence climatique perturbe significativement le jeu d'alternance entre les variantes néolibérales, réactionnaires et progressistes du néolibéralisme gouvernemental dont je parlais plus haut.